



Notes sur la Couverture médiatique audiovisuelle 5 au 11 février 2016

Ce rapport vise à déterminer dans quelle mesure et comment les médias agissent comme agent de pacification ou plutôt comme amplificateur des tensions, à travers l'identification des propos incendiaires proférés dans les médias. Il sert également à observer les foyers de tension qui se manifestent dans le pays et qui reçoivent une couverture médiatique.

A LA UNE

SENAT : ELECTION DU PRESIDENT ET DES CINQ MEMBRES DU BUREAU PERMANENT

Le juriste Honoré Rakotomanana a été élu à la tête du Sénat. Il est le seul candidat proposé par le HVM et a été élu par 60 sénateurs sur 62. Un sénateur, étant absent, n'a pas participé au vote. Le « Fihavanana », « la prise de responsabilité » et « le développement », seront les mots d'ordre pour les sénateurs durant les 5 ans à venir. Lors de son allocution, le nouveau président n'a pas manqué de préciser le rôle des sénateurs. « Outre l'adoption des lois, les sénateurs ont également le devoir de conseiller le gouvernement sur le plan économique, social et culturel (...) Le Sénat œuvre par ailleurs au développement des collectivités décentralisées » a-t-il précisé. Après l'élection du Président du Sénat, les sénateurs se sont attelés à l'élection des membres du bureau permanent.

Sur MATV, les personnalités présentes à la cérémonie ont reconnu que la mise en place du Sénat contribuera à la stabilité et à l'apaisement politique. La chaîne s'est particulièrement intéressée au choix du HVM de soutenir Honoré Rakotomanana qui n'est pas membre du parti. Ainsi, elle a interviewé Rivo Rakotovao, celui-ci a spécifié que ce choix a été dicté par l'ouverture ainsi que par le désir de promouvoir la stabilité politique. MATV a également été sensible à la question relative au genre. 12 des 63 sièges au Sénat sont occupés par des femmes, soit 20%. Des statistiques qui ne satisfont pas le Conseil national des femmes de Madagascar. Au micro de MATV, Marie Zénaïde Lechat Ramampy a souligné qu'elle est réellement étonnée de ce faible taux de représentation compte tenu du fait de la domination de la liste HVM. Rasoamihanta Jasmina Issa, sénateur élue à Mahajanga, s'est dit prête à prioriser le développement socioéconomique et culturel. FREE FM se montre plutôt critique envers le nouveau président du Sénat. D'après la chroniqueuse, l'élection d'Honoré Rakotomanana n'était qu'une formalité, rien qu'à entendre son discours, ce fut un discours préparé à l'avance. Par ailleurs, les membres du sénat ne feront que dire oui à tout ce que le chef d'Etat dira, à commencer par ceux qui ont été nommés, renchérit-elle. Le Sénateur Lylison, invité de l'émission « Anao ny Fitenenana », prétend qu'il n'hésitera pas à faire des

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



critiques et à dénoncer les mauvaises pratiques même si son parti est minoritaire au sein du Sénat.

ECONOMIE ET SOCIETE

COMMEMORATION DU 7 FEVRIER EN ORDRE DISPERSE

Cela fait déjà 7 ans qu'a eu lieu le soulèvement populaire ayant causé la mort de plusieurs personnes aux environs d'Ambohitsorohitra. Depuis, des associations liées directement ou indirectement à cet événement tragique viennent perpétuer la mémoire des victimes en déposant des gerbes de fleurs devant la stèle commémorative. Monja Roindefo et ses partisans n'ont pas manqué à ce rendez-vous. La députée Christine Razanamahasoa a dirigé les représentants de Mapar, étant donné qu'Andry Rajoelina est en mission dans le Sud de l'île. En outre, les tenants du pouvoir y ont été également aperçus, sous la direction du ministre d'Etat Rivo Rakotovao. Les alentours d'Antaninarenina ont été bien sécurisés, afin de prévoir les éventuels dépassements. D'après les consignes de sécurité, ceux qui y viennent ne doivent pas rester plus de 10 mn. Les longs discours ont été interdits, il fallait juste s'y recueillir.

*La commémoration du 7 février a été le principal sujet abordé dans l'émission « Demokrasia mivantana » de la **Radio PLUS**. La majeure partie des auditeurs entrés en direct est revenue sur l'événement tragique. Le Président de la Transition est maintes fois pointé du doigt et accusé d'avoir mené sciemment les manifestants dans le quartier d'Ambohitsorohitra, pourtant classé « zone rouge ». Au vu de la précarité dans laquelle se trouve la population actuelle, beaucoup regrettent que le sang versé n'ait finalement « servi à rien ». Par ailleurs, la journaliste Lalatiana Rakotondrazafy, a été criblée de critiques et accusée de vouloir changer l'histoire après qu'elle ait déclaré que Monja Roindefo n'a pas encore été nommé PM au moment de ce drame. Dans son émission « Anao ny fitenenana », Lalatiana Rakotondrazafy de la radio **FREE FM** s'acharne plutôt sur les dirigeants en critiquant que les grandes mesures de sécurité prises par les Forces de l'ordre ont alimenté davantage la psychose sur cette journée. « Cela prouve la faiblesse du pouvoir et sa fourberie », a-t-elle martelé. Elle interprète la venue de l'équipe gouvernementale sur le lieu comme une démonstration de force et non comme une commémoration.*

RAPPORT SUR L'ORGANISATION DES ELECTIONS SENATORIALES PAR LA CENI

La CENI a procédé à un rapport d'activités concernant l'organisation des élections sénatoriales. Ainsi, 2 milliards 700 millions d'Ariary ont été dépensés pendant toutes les opérations. La CENI a soulevé les lacunes constatées durant le scrutin, pour ne citer que le marquage des bulletins uniques. En effet, aucune loi ne mentionne l'uniformisation du marquage sur le bulletin unique, ce qui a semé des doutes sur la transparence du scrutin. Selon

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





le président de la CENI Hery Rakotomanana, il sera mieux d'organiser les prochaines élections en dehors de la saison des pluies. En outre, certains articles dans la loi électorale doivent être amendés, la CENI demande à être consultée pour en faire des propositions. La commission a aussi noté qu'elle n'a déposé aucune plainte vis-à-vis des sénatoriales pour la raison qu'aucune doléance n'a été reçue de la part des candidats qui ont constaté des lacunes durant le scrutin.

*Selon la **Radio ANTSIVA**, malgré le nombre assez restreint des grands électeurs, la CENI a encore rencontré des problèmes dans la collecte des voix et des PV pour les regrouper à son siège. Au micro de **RNM**, le président de la CENI a rappelé que cette commission est à l'écoute de toutes les critiques. Dans le cadre de la concrétisation des mesures prises, il encourage le renforcement du dialogue entre les diverses parties prenantes. Concernant la liste électorale, il a confirmé que les responsables sont déjà à pied d'œuvre. A cet effet, il appelle les citoyens à vérifier leurs noms et à émettre des réclamations en cas d'anomalie jusqu'au 20 février. Désiré Ranaivoson du parti **MARINA** et Laurent Ramaroson du **MMM**, concluent que la CENI n'a fait qu'effleurer les problèmes des sénatoriales, au micro de la **VIVA TV**.*

LE BRAS DE FER CONTINUE ENTRE LA CUA ET LES MARCHANDS AMBULANTS

Durant la semaine, les marchands ambulants continuent de manifester devant les portes de l'hôtel de ville ou dans les rues de la ville pour réclamer le droit de vendre leurs marchandises. Malgré leurs revendications, la Commune urbaine d'Antananarivo reste ferme et annonce la sortie d'une disposition légale interdisant l'installation des marchands sur les trottoirs. L'adjoint au maire a stipulé qu'elle ne reculera devant rien pour appliquer cette loi. Toujours selon le responsable, il incombe aux marchands de soumettre une proposition de lieu d'emplacement d'un marché à la commune qui se chargera ensuite de son aménagement.

*Plus de 300 marchands ambulants poursuivent leur grève jusqu'à l'attente d'une réponse positive à leur revendication. Les marchands portaient des banderoles « le petit peuple a faim », décrit **KOLO TV** dans son reportage. Or la station s'est enquis des voix des deux bords, en l'occurrence le président de l'association des marchands et le second adjoint au maire, pour montrer son impartialité dans le traitement de cette nouvelle. **ANTSIVA** a aussi mis en avant le côté dramatique de l'événement en rapportant des détails comme les cris des marchands et leurs sifflements dans son journal tout en choisissant de donner la parole aux autres acteurs comme les Forces de l'ordre. Le général Florens Rakotomahanina affirme que l'Emmo-Reg n'entre pas dans les questions d'assainissement urbain. Cependant, il entre en action pour éviter tout débordement. Sur l'absence des meneurs de grève, la station rapporte la rumeur selon laquelle les leaders ont reçu la somme de 10 millions d'ariary auprès du général Florens Rakotomahanina. De son côté, **MATV** s'oriente vers l'impact de ce bras de*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



fer quotidien. D'après la station, cette situation commence à impacter négativement sur les recettes des marchands formels d'Analakely. En effet, lors des manifestations, ils sont obligés de fermer boutique craignant les pillages. Sans compter que les manifestations découragent également les clients à s'aventurer dans le quartier. A la **Radio PLUS**, plusieurs auditeurs intervenus dans l'émission « *Demokrasia mivantana* » se sont plaint de la monopolisation des trottoirs du centre-ville par les marchands, surtout le dimanche. « Cela fait maintenant des années que les piétons sont tolérants. Nous n'avons pas le droit de bousculer vos étalages si nous ne voulons pas ramasser vos coups de gueule. Les trottoirs appartiennent pourtant aux piétons » s'est plainte une auditrice. Elle a été soutenue par un autre intervenant qui a relaté une anecdote selon laquelle un marchand a giflé un chauffeur de bus qui a renversé une partie de son étalage. La plupart ont encouragé la CUA à poursuivre son opération d'assainissement.

FORMAT DE COUVERTURE

L'émission spéciale de la **TV PLUS** s'est focalisée sur le conflit opposant l'Hafari Malagasy au député Naivo Raholdina concernant le litige foncier à Ankadimbahoaka. A cet effet, la station a invité le président de l'association Hafari Malagasy. D'après l'invité, le député Naivo Raholdina a proféré des menaces à son encontre. Il conteste également l'accusation du parlementaire selon laquelle il a été soudoyé par un « Karàna » pour acquérir le terrain sis à Ankadimbahoaka. Il affirme que l'association œuvre pour la population et ne s'enrichit pas sur le dos des Malgaches. Avant de conclure qu'il ne compte déposer aucune plainte contre le député, et ne compte pas non plus se défendre contre les plaintes déposées par le député contre ladite association.

L'Emission « Aok'izay » de la **Radio FREE FM** a invité Zo Raharifaramahaleo pour parler des violences envers les femmes. Selon elle, la violence conjugale est le premier cas de violence subie par les femmes. Pour la société malgache, l'homme représente la force, le pouvoir et la puissance. La femme est par contre dévalorisée, son avis est négligé. En conséquence, la femme n'a pas confiance en elle. Mais il faut savoir se défaire des stéréotypes accolés à l'image de la femme car elle occupe une place importante dans la famille, encourage Zo Raharifaramahaleo. Celle-ci appelle les femmes à prendre connaissance des formes de violence et à venir auprès des centres juridiques et des centres d'écoute en cas de doute ou de problèmes.

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

